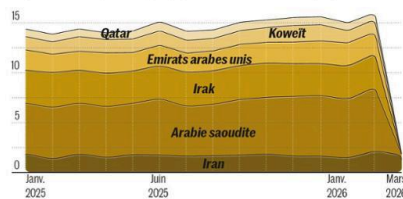


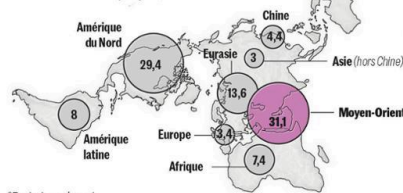
Pétrole : une production en chute libre

Une chute des exportations dans une région-clé

Exportations de pétrole, par pays, en millions de barils par jour



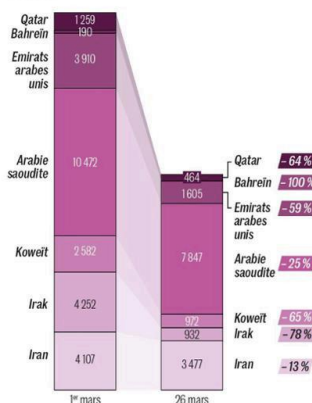
Production de pétrole*, en millions de barils par jour, en 2025



* Brut et condensats

La production affectée par la guerre

Production de pétrole*, en millions de barils par jour, en 2026



Infographie Le Monde • Sources : Kpler ; Agence internationale de l'énergie

Marie de Vergès

Les pays du Golfe extraient de 25 % à 80 % de barils en moins depuis le début du conflit

Des pertes qui se chiffrent en millions de barils de pétrole et en milliards de mètres cubes de gaz. C'est la conséquence la plus immédiate de la guerre au Moyen-Orient, plaque tournante mondiale de la production et du transport d'hydrocarbures. Soit « *la plus grande menace pour la sécurité énergétique mondiale de toute l'histoire* », selon les mots du directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie, Fatih Birol. Un quart du commerce mondial de pétrole par voie maritime et un cinquième pour le gaz naturel liquéfié (GNL) transitaient par le détroit d'Ormuz en 2025. Un mois après son déclenchement, le 28 février, ce conflit prive chaque jour les marchés de quelque 11 millions de barils, de brut et de produits pétroliers – soit plus de 10 % de la consommation mondiale –, et d'environ 300 millions de mètres cubes de GNL. Ces chiffres risquent de gonfler, les monarchies pétrolières et gazières du Golfe réduisant leur production. Une exception : l'Iran, qui, parvient à expédier son pétrole presque normalement.

Les exportations ont chuté de 99 % en mars Le golfe Arabo-Persique est l'un des cœurs énergétiques de la planète, exportant la quasi-totalité de sa production via le détroit d'Ormuz. Or seule une poignée de tankers pétroliers a franchi ce goulet maritime depuis l'ouverture des hostilités, le 28 février. Le trafic des méthaniers – ces navires transportant le GNL – est, lui, complètement à l'arrêt. Les voies de contournement se résument à deux pipelines, en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, permettant de réacheminer une partie de la production d'or noir vers la mer Rouge et le golfe d'Oman. Malgré ces palliatifs, en un mois, les livraisons d'hydrocarbures de la région se sont effondrées : en excluant les cargaisons iraniennes, les exportations à partir du Golfe ont chuté de 99 % en mars par rapport à février, selon les données du cabinet Kpler.

La production plonge Faute de navires disponibles pour charger leur production, les pays pétroliers du Golfe s'inquiètent de voir leurs sites de stockage terrestres arriver à saturation. Tous se retrouvent contraints, à des degrés divers, de réduire leur production. Entre le début et la fin de mars, celle-ci a diminué d'environ 25 % en Arabie saoudite, de plus de 60 % au Koweït et de près de 80 % en Irak, selon les données de Kpler. L'enjeu, pour les pays qui le peuvent encore, est de retarder au maximum le moment où les stocks seront entièrement remplis. Autrement dit de produire peu, mais en continu, afin d'éviter un arrêt aux conséquences très dommageables. Certains puits, une fois fermés, deviennent difficiles à redémarrer, voire sont inutilisables.

L'Arabie saoudite souffre moins que ses voisins Principale puissance pétrolière de la région – elle représente 40 % de toute la production pétrolière du Golfe –, l'Arabie saoudite est parvenue à limiter les dégâts notamment grâce à un oléoduc terrestre débouchant sur la mer Rouge, par lequel elle a expédié, en mars, des quantités record de pétrole. Les volumes atteindraient jusqu'à 7 millions de barils par jour, selon Bloomberg. La pétromonarchie peut aussi se reposer sur ses vastes capacités de stockage, les plus importantes de la région. Depuis fin février, la production saoudienne a diminué d'environ 25 %.

L'industrie pétrolière irakienne est sévèrement ébranlée par le conflit. Les capacités de stockage ont atteint des niveaux critiques et les grandes majors étrangères opérant dans le pays ont été priées de réduire leurs opérations. La production issue des principaux gisements du pays a chuté d'environ 80 % depuis l'ouverture des hostilités. Celle-ci tourne autour de 800 000 à 900 000 barils par jour, contre plus de 4 millions en février.

C'est l'un des signes les plus concrets du contrôle que s'est arrogé l'Iran sur Ormuz : tandis que l'offre des pays voisins s'est évaporée, l'activité pétrolière de la République islamique s'est maintenue presque à l'identique depuis le début de la guerre. Le pays a continué d'expédier près de 1,8 million de barils par jour de l'île de Kharg, principal terminal d'exportation du brut iranien. Un volume moins élevé qu'en février, mais en ligne avec les moyennes des mois précédents. Si Téhéran menace d'une attaque de drone ou de missile tout navire « *hostile* » cherchant à emprunter le détroit, ses propres pétroliers traversent le passage sans encombre pour aller livrer la Chine, sa principale cliente.

Un coup d'arrêt au GNL Si quelques tankers pétroliers passent encore par le détroit, les livraisons de GNL sont complètement à l'arrêt depuis le premier jour de la guerre. La perte d'un méthanier est très « *coûteuse* », rappelle Ronald Pinto, analyste chez Kpler. Ces navires ont donc « *tendance à prendre moins de risques* ».

Le Qatar, deuxième producteur de GNL au monde, a suspendu sa production dès le 3 mars, après une frappe de drone iranienne sur le complexe de Ras Laffan, qui héberge la plus grande usine de liquéfaction au monde, désormais immobilisée. Et sans doute pour un long moment, alors que de nouvelles attaques, le 18 mars, ont infligé des dégâts importants à ses installations.

Les Emirats arabes unis ont aussi ralenti à l'extrême le fonctionnement de leur unique usine de production de GNL, d'une capacité de 5,8 millions de tonnes par an (environ 8 milliards de mètres cubes). Située sur la petite île de Das, au large d'Abou Dhabi, celle-ci n'aurait pas encore été totalement arrêtée afin de permettre un redémarrage rapide dès la réouverture du détroit.

Le retour à la normale s'annonce chaotique S'il a suffi de quelques jours pour paralyser le trafic des navires-citernes, des raffineries et des usines de gaz du Golfe, il pourrait falloir des mois, peut-être même des années, avant de rétablir la production et les flux. Au Qatar, les autorités ont indiqué que les réparations du site de Ras Laffan pourraient prendre de trois à cinq ans. Deux des 14 trains de liquéfaction du complexe (environ 17 % de sa capacité d'exportation), ont été abîmés. Plus de 40 infrastructures énergétiques réparties dans neuf pays du Moyen-Orient ont été « *gravement ou très gravement* » endommagées par la guerre, selon Fatih Birol.

Pour des raisons techniques, liées notamment à la pression des puits, les champs pétroliers et gaziers mis entièrement à l'arrêt mettront plus de temps à repartir et à retrouver leur niveau de production d'avant la guerre. D'autres, fonctionnant toujours à faible capacité, pourraient redémarrer plus vite. Mais il faudra commencer par vider les réservoirs de stockage des ports du Golfe, ce qui nécessite une reprise complète de la navigation dans le détroit d'Ormuz.